

Conclusion

L'Arctique présente une multitude de limites qui rappellent toutes un milieu hostile, difficile à « conquérir » pour la société moderne. Le changement climatique semble dès lors offrir de nouveaux potentiels de développement de la région et impulse un renouveau aux nostalgiques de la « frontière » dans le sens de front pionnier. Pouvons-nous pour autant parler de l'Arctique comme d'un nouvel eldorado ? Rien n'est moins sûr, et la pandémie de la covid-19 a, sinon éteint l'enthousiasme des investisseurs, au moins reporté une partie des intentions d'investissement, alors que d'autres avaient déjà pu, comme pour les hydrocarbures *off-shore*, être abandonnées. Ainsi, Gazprom se concentre sur son méga-projet onshore LNG en Iamalie et a suspendu l'exploitation du champ gazier offshore super géant Chtokman dans l'attente de technologies moins onéreuses et des prix du marché plus favorables.

L'analyse des fronts et frontières de la région arctique nous montre que la zone boréale a été le théâtre d'une course pour ses richesses depuis les explorateurs du XVI^e siècle. Néanmoins, aucune ressource n'offre actuellement des perspectives économiques qui vaillent une confrontation ou un affrontement, et la région a souvent fait émerger des formes de coopération originales. La zone arctique devient chaque jour plus accessible et mieux reliée au reste du monde. Elle attire l'attention des médias et des lanceurs d'alerte puisqu'elle constitue un sous-système clef de l'environnement planétaire et un bon indicateur de la dégradation de celui-ci. De fait, son exploitation n'est-elle pas aujourd'hui trop tardive, anachronique parce que trop chère, trop risquée, pas '*environmentally friendly*'... ? Les réserves d'hydrocarbures sont, pour la plupart, déjà en exploitation (surtout en Russie). L'évaluation des réserves, selon l'USGS, est toujours revue à la baisse. À cela s'ajoute que la demande mondiale n'explosera peut-être pas ; après la crise de 2008, celle de la covid-19 a fait chuter le prix du pétrole. Reste que personne ne veut laisser 'sa' place vide d'autant que le prestige d'être en Arctique demeure vivace ; la plateforme pétrolière russe résistante à la glace *Prirazlomnaya* et le pétrolier brise-glace *The Mikhail Ulyanov*, n'illustrent-ils pas les timbres russes ?

Y a-t-il finalement quelque chose de singulier dans les fronts et frontières de l'Arctique ? Comme pour la zone tropicale, l'aborder comme un tout comporte implicitement le fait que la géographie physique constitue un déterminant fort. Pourtant, la mise en place du Conseil de l'Arctique fait la démonstration que si celui-ci est bien faible et pourrait bien se trouver diminué par le changement climatique, il resterait toutefois cette volonté de se rassembler. Avec le Conseil de l'Arctique, les pays circumpolaires ont mis en place une forme de gouvernance originale, qui permet aux États et institutions non-arctiques d'être présents. L'État demeure assurément un échelon incontournable. Ainsi, de nombreux pays ont élaboré une « feuille de route pour l'Arctique » qui mentionne notamment la recherche, un outil d'une politique de *soft power*. La Chine s'est ainsi autoproclamée « État quasi-arctique » dans la sienne publiée en 2018 ([source](#)), non sans déclencher la colère d'autres États. Actuellement, la moitié de la population mondiale se trouve représentée au Conseil de l'Arctique ! Plus le cercle des intéressés s'élargit, plus le cœur se raffermit face à cet en-dehors qui veut entrer, au point de paraître un « club de co-propriétaires » [3]. En somme, au-delà de la diversité des sociétés arctiques et de leurs passés, l'unité de la zone réside grandement dans le modèle de gouvernance original, de la rudesse du milieu et de la colonisation par le Sud.